

CITÉ BOIS DES PINS

Colère à huis clos

La tension n'est pas retombée à la cité du Bois des Pins. Ses habitants vivent au rythme des engins qui continuent de dévaster la forêt attenante à leurs habitations. Ils ne s'habituent pas à l'impressionnante présence policière et sont toujours sous le choc de l'expédition punitive menée par des éléments de la Sûreté nationale.

Nawal Imès - A Iger (Le Soir)

- Inutile de demander son chemin pour arriver à la cité du Bois des Pins, il suffit de suivre l'interminable file des camions de police pour atterrir dans une cour quasiment occupée par ces mêmes policiers. Par dizaines, ils occupent les lieux. Ils sont allongés à même le sol à l'entrée des immeubles jusque dans les halls. Les habitants les appellent avec ironie «les nouveaux voisins».

Des voisins indésirables depuis que la révolte des jeunes du quartier a donné lieu à de véritables expéditions punitives. Le quartier en garde encore des séquelles. Ses habitants ne se remettent toujours pas de l'intervention musclée des éléments des forces de l'ordre. En voulant à tout prix rattraper des jeunes qu'ils soupçonnaient d'être à l'origine de jets de pierres, des policiers ont violé des domiciles, saccagé des portes et cassé des vitres.

Du haut de ses huit ans, Bilel raconte comment il a vécu l'intervention policière. Il raconte avec beaucoup d'émotion dans la voix comment «ils» ont défoncé la porte de chez lui qui garde toujours des traces, comment «ils» ont fait irruption dans sa maison à la recherche «d'hommes». Bilel raconte comment sa maman a répondu que son époux était absent. C'est à ce moment-là que «ils» se sont tournés vers son frère pour l'embarquer. La maman s'est interposée pour pro-

téger son enfant mineur. Dans la foulée, Bilel aura reçu une gifle d'un des policiers. Un traitement qu'il ne digère toujours pas. Sa mère raconte comment ses enfants sont traumatisés.

Le traumatisme, ses voisins de palier en savent également un bout. Elles en ont gros sur le cœur et ne comprennent toujours pas qu'on puisse ainsi violer un domicile occupé exclusivement par des femmes. Elles racontent comment leur grand-mère, cinquagénnaire, a été bousculée violemment avant de tomber.

L'une d'entre elles est catégorique : les policiers qui sont rentrés chez elles avaient l'intention de porter atteinte à leur intégrité physique. Elles continuaient hier de fulminer contre un Etat où la police, plutôt que de protéger ses citoyens, les terrorise.

Un étage plus haut, la colère est la même. Un septuagénaire a vécu le même calvaire. Il a vu débouler des policiers qui après avoir défoncé la porte recherchaient des jeunes. Sa nièce, venue prendre des nouvelles, ne décolère pas. Elle ne comprend pas le mépris des élus face à ceux qui les ont élus. Elle n'arrive pas à admettre qu'aucune médiation ne soit tentée pour désamorcer la crise. Pessimiste, elle dit s'attendre à tout, pourquoi pas une expropriation pour l'extension du projet ? Un projet sous très haute surveillance. Pratiquement quatre policiers pour un ouvrier, ironise un habi-



Les travaux engendrent des désagréments et une grande crainte chez les habitants de la cité.

Photo : SAMIR SID.

tant. Des policiers dont la présence attise les tensions. Les boîtes aux lettres arrachées, les têtes de parabolos abîmées par ces mêmes policiers sont là pour raviver les tensions.

Les habitants du quartier ne veulent pas oublier ce qu'ils ont vécu. Ils ne tolèrent pas d'être obligés de supporter une telle présence policière jusque devant leurs portes. Allongés dans les couloirs menant aux immeubles, les policiers empêchent les enfants d'y jouer.

Une habitante affirme qu'à temps perdu, ces mêmes policiers tapent avec leurs armes sur les murs provoquant un terrible bruit. Ce n'est pas le seul bruit avec lequel doivent composer les habitants. Les pelleteuses sont

en action à longueur de journée, provoquant non seulement du boucan mais une grande crainte chez les habitants. Ils affirment que certains immeubles sont classés orange par les services du CTC et risquent de s'effondrer suite aux travaux engagés. Des travaux qui ont déjà engendré une éventration des égouts. Une

preuve de plus, affirme un avocat et élu RCD, que les travaux ont été engagés sans étude préalable. Qu'à cela ne tienne, ses promoteurs ne semblent pas s'embarrasser des formalités. Ils ont cependant face à eux des citoyens décidés à faire entendre leurs voix.

N. I.

Pas de réaction de la DGSN

La DGSN n'a pas jugé utile de communiquer au sujet des accusations qui pèsent sur plusieurs de ses éléments. Les services de la DGSN gardent en effet le silence au moment où ses éléments sont mis en cause. En intervenant suite aux affrontements entre policiers et jeunes du quartier du Bois des Pins, certains d'entre eux ont en effet défoncé des portes, violé des domiciles, arraché des boîtes aux lettres et détruit du courrier. Les traces sont toujours visibles sur les lieux.

N. I.

SAISI EN RÉFÉRÉ PAR LES HABITANTS DE LA CITÉ BOIS DES PINS

Le tribunal de Bir Mourad Raïs ajourne sa décision

Le tribunal administratif de Bir Mourad Raïs (Alger) a renvoyé sous huitaine sa décision dans l'affaire de la cité des Bois des Pins. Le verdict tant attendu par l'opinion publique, notamment la partie plaignante, en l'occurrence les habitants de la cité des Bois des Pins, ne sera donc connu que lundi prochain, a décidé le juge en charge du dossier.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Hier, l'assistance était nombreuse au niveau du tribunal administratif de Bir Mourad Raïs. La majorité des personnes présentes étaient concernées par l'affaire de la cité des Bois des Pins. Ainsi, après la plaidoirie de la partie plaignante, le président du tribunal a jugé utile d'ajourner d'une semaine sa décision, à la grande déception des présents.

Il est à rappeler que la plainte déposée en référé par les habitants de la cité des Bois des Pins avait pour principal objectif de «ramener le tribunal administratif à suspendre les travaux engagés par la wilaya d'Alger, portant défrichement de la forêt des Bois des Pins». D'ailleurs, un membre



Les plaignants ne connaîtront le verdict que lundi prochain.

Photo : SAMIR SID.

du collectif des avocats a plaidé «l'urgence d'une prise de décision du tribunal administratif portant suspension des travaux engagés par l'entreprise Batigec». Il est à noter que les habitants de la cité Bois des Pins ont déposé deux plaintes auprès du tribunal administratif de Bir

Mourad Raïs. La première de fond a porté sur la légalité des travaux, ainsi que sur la priorité du terrain, bien indivisible des habitants propriétaires. La seconde, déposée en référé, avait pour objectif de «stopper immédiatement les travaux jusqu'au jugement de fond», comme le sti-

pule la loi.

Une troisième plainte a été déposée au niveau du tribunal pénal de Bir Mourad Raïs contre «la police pour violences, agressions et destruction de biens d'autrui», des plaintes accompagnées de plus de quinze certificats médicaux légaux. Le projet

d'un parking à étages que compte réaliser l'APC au niveau de l'unique espace vert que compte le quartier Bois des Pins à Hydra a suscité la colère des riverains qui ont protesté et qui continuent de protester pour que les autorités reviennent sur leur décision.

Les habitants des Bois des Pins ont saisi également toutes les autorités, dont le ministre de l'Environnement, afin qu'elles interviennent pour sauver «un cadre de vie», mais leur appel est resté sans écho.

Ils dénoncent «le flou» qui entoure ce projet et les autorités – APC et wilaya d'Alger – qui se rejettent la responsabilité, estimant que l'implantation du parking s'est fait «sans respecter la légalité». «L'enquête commodo et incommodo n'a pas été diligentée.

Le terrain choisi pour construire ce parking nous appartient, il est hors de question d'abîmer un cadre vie et de décimer des arbres centenaires», tonnent les représentants des habitants.

A. B.